

LES VOIES DIFFICILES DU SYNDICALISME ETUDIANT

Les contradictions du monde étudiant font partie intégrante des contradictions de la société — que ce soit pour les pays capitalistes (France, Espagne, Japon...) ou les Etats ouvriers (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S.). Cependant, les idées politiques du milieu étudiant ne sont pas un simple reflet de celles de la société, elles en sont plutôt une image déformée et caricaturée, capable d'évoluer pour un temps, avec une dynamique propre. De ce point de vue, elles peuvent acquiescer en certaines circonstances, une importance tout à fait réelle.

Le grand problème français : « Comment renverser de Gaulle », « Quelle solution proposer à sa place ? » provoque pour le moins, de grands débats dans le P.C.F., et dans la social-démocratie. En milieu étudiant, il provoque une crise de son organisation politique (U.E.C.) et syndicale (U.N.E.F.).

Cette crise s'est manifestée dans les deux cas par l'élection à la suite de leur congrès d'une direction de compromis. Bien entendu, il serait artificiel de prolonger le parallélisme de la crise « politique » et de la crise « syndicale », bien que paradoxalement la crise de l'U.E.C. porte beaucoup sur des questions syndicales, et celle de l'U.N.E.F. sur des questions politiques.

L'U.N.E.F. de par sa situation de « syndicat étudiant » est dans une position ambiguë : en tant que syndicat elle défend les intérêts — au sens large — des étudiants, mais elle les défend contre qui ? Sur les problèmes de crédits elle est amenée à s'opposer au gouvernement sur des questions aussi importantes que la répartition des

richesses à l'échelon national — ce qui n'est pas le moindre rôle de l'Etat. De même, les problèmes d'une véritable démocratisation de l'enseignement peuvent entraîner fort loin. Où commence l'horrible péché qui consiste à « faire de la politique » ?

En d'autres termes, par sa fonction, l'U.N.E.F. est amenée à poser des revendications qui peuvent déboucher sur une contestation plus ou moins directe de la société — en tant que société divisée en classe — mais par sa nature elle est évidemment incapable « d'aller jusqu'au bout ». Là réside une différence essentielle avec le syndicalisme ouvrier : les revendications étudiantes — si elles cessent d'être strictement corporatistes — passent brusquement sur le terrain politique, sans passer directement par celui de la lutte des classes.

Cette situation engendre dans l'U.N.E.F. l'existence d'un éventail politique très large polarisé à droite par les « majos » et à gauche par les « minos ». Mentionnons à part les stalinien couramment appelés « néo-majos » pour la raison suivante : politiquement ils sont aussi différents que le P.C.F. l'est de l'U.N.R., mais ils se retrouvent toujours — ou presque — avec les majos dans les votes.

Les stalinien se déguisent en « corporatistes » dans les syndicats pour une raison vieille comme le stalinisme : ils craignent tout mouvement de masses qu'ils ne contrôlent pas totalement (cf. la manifestation du 27 octobre). Leur justification théorique est toujours la même : plus le programme d'action est large, plus la masse d'étudiants

prêts à lutter sera grande. Le succès du F.U.A., constitué malgré les stalinien, a prouvé de façon éclatante le vide d'une telle théorie.

Historiquement ce « repoussoir » stalinien a favorisé le développement dans l'U.N.E.F. — seul endroit où elle avait la liberté de s'exprimer — d'une gauche voulant transformer l'U.N.E.F. en un instrument de contestation du capitalisme. Remarquons que beaucoup de membres de cette gauche sont aussi membres de l'U.E.C., mais à titre personnel en quelque sorte ; l'U.E.C. en tant qu'organisation n'a aucune politique syndicale cohérente à proposer. Comme très vite il apparaît que les seules revendications matérielles (taux des bourses, lojis, places dans les amphisthe...) ne pouvaient amener à une contestation d'ensemble du pouvoir — d'autant que celui-ci était contraint dans son intérêt de les satisfaire partiellement — on insista sur un nouvel aspect : le caractère aliéné du travail étudiant.

En quoi consiste cette aliénation ? En gros, l'étudiant reste passif, il subit les cours sans y participer : c'est un être assisté, il est irresponsable dans son travail. (Nous laisserons de côté une conception aberrante maintenant abandonnée de l'étudiant producteur de plus value (?).) Bien sûr, cela est vrai et l'U.N.E.F. se doit d'en parler ; ni les « majos » qu'effrayent toute réflexion des étudiants sur la nature et la finalité de leur travail, ni les stalinien, qui dans leur univers manichéen ne voient qu'une université libérale à traditions humanistes (?) qu'il faut défendre con-

tre les attaques des monopoles, ne le feront. Cependant, cette nouvelle orientation présente de très gros dangers.

1. La formulation est souvent démagogique : l'opposition entre assistants (les professeurs) et assistés (les étudiants) est d'abord objectivement fondée (même si un certain nombre de cours magistraux sont contestables) ; c'est la différence entre celui qui sait et celui qui ne sait pas. S'il n'est pas vrai que le marxisme fait fi de ces catégories. En ce sens elle est de nature essentiellement autre que l'opposition entre exploités et exploités.

2. La démarche est souvent artificielle : la nécessité du socialisme ne s'est pas fait comprendre — chez les leaders de la F.G.E.L. par exemple — à partir des conditions de travail des étudiants, mais à partir de problèmes extérieurs à ce monde étudiant. Ce recul pris, la nature du travail étudiant est apparu plus clairement. On ne peut rendre les étudiants révolutionnaires à partir de la seule analyse critique de leur travail. L'A.G. de médecine est devenue majoritaire sur les problèmes de la profession médicale. L'aliénation explique aussi bien qu'un étudiant soit révolutionnaire que réactionnaire.

Bien sûr, les problèmes de la société actuelle ne sont plus ceux d'il y a cent ans ; l'origine sociale des étudiants et leurs aspirations se sont modifiées, mais la preuve n'est pas faite qu'on puisse faire jouer au syndicat le rôle que devrait jouer l'organisation d'avant-garde des communistes. Que l'U.N.E.F. perde son caractère d'organisation de masse, elle aura perdu sa raison d'être.

R.L.

La discussion dans le P.C.F. à la veille du 17^e congrès

En lisant la « Tribune de discussion » de « l'Humanité », on apprend de la plume de Georges Marchais que le vote à bulletins secrets n'a pas été institué plus tôt — notamment en 1956 — en raison du danger des menées oppositionalistes. En d'autres termes, la démocratie intérieure est sujette à restrictions selon que la direction se sent plus ou moins menacée ou simplement en difficulté auprès des militants. C'est en fonction de ses propres intérêts, qu'elle confond abusivement avec ceux du parti, qu'elle conçoit l'application des principes du centralisme démocratique.

Une autre illustration des prérogatives que la direction s'octroie est la réponse de Maurice Thorez au camarade Zacharis. De la lettre de Zacharis vous ne trouverez nulle trace, sinon sous la forme d'un résumé dont on voudrait être certain qu'il correspond à sa pensée. L'absence d'information ou l'information unilatérale est une des formes les plus insidieuses du centralisme bureaucratique.

En elle-même, la « Tribune » ne présente pas plus d'intérêt que celles des Congrès qui ont précédé. La direction a-t-elle opéré un triage ? C'est probable. En réalité, les contributions et les amendements proposés ne dépassent ni en nombre ni en importance ceux que nous avons lus à la veille des XIV^e, XV^e et XVI^e Congrès. La « Tribune » du XVII^e Congrès est même plus terne.

Cependant « l'Humanité » et « France-Nouvelle » ne donnent qu'une image pauvre et déformée du débat dans les conférences. La discussion réelle n'est pas, jusqu'ici, parvenue à se traduire dans la « Tribune », et en général l'animation au niveau des cellules et des sections n'a pas eu d'échos dans les enceintes fédérales.

Bien que l'immense majorité des délégués se déclarent en accord avec la ligne générale du Parti — il ne s'agit pas de feinte de leur part — de nombreuses interventions la remettent en cause de façon plus ou moins directe. Dans les assemblées de section, pratiquement tous les problèmes sont abordés, mais principalement la question du régime intérieur de l'organisation. Dans l'ensemble on a beaucoup plus discuté du Projet de statuts que de la Résolution politique. En gros, trois courants se sont manifestés ; les partisans d'une « démocratisation »

plus avancée ; ceux qui acceptent les propositions de la direction avec toutes les explications fournies ; enfin ceux qui ne comprennent pas pourquoi le vote à bulletins secrets doit devenir la règle du Parti, après avoir été condamné avec tant de véhémence.

Ce dernier courant est apparemment très important. Il représente dans certains cas une grosse minorité dans les sections. Cependant les défenseurs du vote à mains levées, au moment du vote final se rallient en général au projet qui leur est soumis. Les partisans d'une plus grande libéralisation, par contre, maintiennent souvent leurs points de vue, déposent des amendements. Cependant, du point de vue numérique, ils ne représentent qu'une toute petite minorité. Ce sont les plus souvent des intellectuels à l'égard desquels Marchais met en garde. Les partisans de l'ancienne méthode peu fermes sur leur position, du moins pratiquement, sont de vieux militants honnêtes souvent dépassés par les événements, ou des permanents qui craignent pour leur prestige.

De toute façon la discussion sur le régime intérieur du Parti a montré que les égards des militants vis-à-vis des directions ont encore diminué. Les délégués de l'échelon supérieur font en général preuve d'une souplesse, voire d'esprit de conciliation, étonnante. Les discours de clôture ne constituent jamais une charge contre ceux qui ont exprimé des désaccords, quelquefois sans acrimonie. Et, chose nouvelle, l'accord sur tous les points n'est plus la condition nécessaire pour être élu à une direction de section et même au Comité Fédéral. Le mot d'ordre tacite est même de tenir plus compte des capacités de réflexion que du suivisme, à condition toutefois certes que la réflexion n'entraîne pas trop loin. Ainsi il existe certainement un grand nombre de comités de section qui comprennent, sur une vingtaine de membres, quelques militants élus malgré les objections importantes qu'ils ont faites sur tel ou tel paragraphe des documents proposés à leur approbation.

La discussion politique générale a porté principalement sur la crise du mouvement communiste, sur la candidature Defferre, sur le Front Unique et le programme commun, sur la « démocratie véritable ».

Sur le premier point, les discussions ont été extrêmement brèves. Le problème n'a pas été abordé directement sous l'angle des positions respectives du P.C. de l'U.R.S.S. et du P.C. chinois, pas même, à de très rares exceptions, sous l'angle de la polémique entre les deux organisations. C'est l'éventualité d'une Conférence des partis communistes qui a retenu l'attention des délégués. Le plus souvent une majorité très substantielle s'est dégagée en faveur d'une conférence dans un avenir proche. Quelques voix abstentionnistes, ou contre, ont exprimé la crainte que la convocation d'une conférence n'envenime la situation. Une résolution favorable aux positions de la direction est votée le plus souvent sans débat véritable ; les abstentionnistes prenant quelques instants de leurs interventions pour se défendre d'être « chinois ».

Les militants sont opposés à la candidature Defferre s'il persiste à refuser le programme commun et la discussion. Ils soulignent toutes les déclarations de Defferre qui présagent qu'il n'a pas d'autre intention que d'aménager le régime. Les représentants de l'échelon supérieur dans les conférences encouragent les critiques et manifestent leur accord. Pas question de voter pour Defferre s'il ne change pas d'attitude et de politique. Et même : il est fait état de l'éventualité probable d'une candidature communiste ou pro-communiste (compagnon de route). Cependant les amendements allant en ce sens sont examinés par les directions avec la plus grande méfiance, l'argument principal étant qu'on ne peut lier le Parti à des formules trop rigides. Dans cette position se reflète toute l'ambiguïté de la politique du P.C.F.

Le réflexe des adhérents contre Defferre est sain et traduit leurs désirs de travailler à autre chose qu'au rapetassage du régime. Mais lorsque le problème du Front Unique avec la S.F.I.O. est abordé, tout le sectarisme ancien reparaît. La S.F.I.O. est mise sur le même plan que les autres partis de la démocratie bourgeoise, son caractère ouvrier est nié et la pluralité des partis dans une société de transition est incomprise en général par toute une catégorie de militants. En opposition à ce sectarisme, on rencontre un courant hyperdroitier dont les représentants vou-

draient voir l'organisation se déclarer prête à toutes les formes de collaboration.

Par contre, toutes les déclarations sur la démocratie véritable comme période de courte durée avant la lutte pour le socialisme sont bien accueillies, prises au sérieux et considérées comme une preuve de la volonté de la direction d'aller plus loin qu'en 1936 et en 1945.

Les discussions sur la coexistence pacifique paraissent abstraites aux militants qui ne font pas la liaison avec leur expérience. En gros, s'ils ne croient pas les accusations de bellicisme ou de racisme dirigées par les leaders du P.C.U.S. contre les Chinois, ils ne prennent pas davantage au sérieux les dénonciations du P.C. chinois concernant la politique de coexistence pacifique de Khrouchchev. Ils restent cependant sensibles à la critique des voies parlementaires. Il y a une méfiance, une hostilité même généralement répandues à ce sujet. Un article comme celui de Maurice Thorez, faisant une différence entre les voies pacifiques et les voies parlementaires, qui d'ailleurs ont disparu du projet de résolution, calme les inquiétudes et est considéré comme un gage de fermeté de la part de la direction.

★

Toutes ces discussions se déroulent dans un Parti qui évolue lentement, qui subit les contre-coups de la crise du mouvement communiste international et de la déstalinisation, et qui est obligé de s'adapter. D'un autre côté, la lutte victorieuse menée par le régime contre les partis traditionnels de la démocratie bourgeoise, contraind le P.C.F. à mettre l'accent sur l'unité avec la S.F.I.O. Les deux facteurs se conjuguent et obligent les dirigeants à parler des perspectives socialistes.

Le P.C.F. ne compte pas d'opposition influente organisée, les courants dont nous avons parlé sont informes et probablement pas prêts à se cristalliser. La ligne générale est acceptée, cependant le Parti n'est plus le même. Le monolithisme sans faille à la base a complètement disparu, des désaccords s'expriment. Les jeunes prennent de plus en plus de place dans les directions moyennes. D'un niveau politique certes peu élevé, ils manifestent un dynamisme, une indépendance d'esprit qui, demain, sera dangereuse pour la direction. Pour conclure, disons que le P.C.F. est parcouru de multiples courants de droite et de gauche, que les critiques ne se manifestent pas principalement en fonction de grandes idées, de théorie, mais surtout en fonction de l'expérience des militants et des exigences de l'action.

R. MERLIN.